

Questions orales

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit la semaine dernière.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDE DE RENVOI AU COMITÉ DU RAPPORT LAMBERT SUR
LA RÉMUNÉRATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au député de Nipissing, en sa qualité de vice-président du comité mixte des relations entre employeur et employés à la Fonction publique du Canada. Le président ne pourrait-il pas demander au comité d'examiner la possibilité de tirer profit de l'étude du rapport Lambert, qui vient d'être remis aux députés et qui porte sur les traitements des cadres de la Fonction publique, notamment pour ce qui est de ses recommandations sur d'autres conditions d'emploi?

M. J.-J. Blais (Nipissing): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir signalé le rapport. Je serai heureux d'étudier sa proposition.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE CHOIX D'UN NOUVEL AVION PATROUILLEUR À LONG
RAYON D'ACTION—LA DÉCISION

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre d'une part en raison de son prochain voyage à l'étranger et d'autre part parce que le ministre de la Défense nationale est absent aujourd'hui. Comme tout le monde le sait, c'est le 1^{er} août que le gouvernement doit rendre sa décision à l'égard du patrouilleur à long rayon d'action, décision qui, soit dit en passant est reliée à un grand nombre de questions concernant les patrouilles au large de nos côtes. Le cabinet a-t-il pris sa décision ou est-il en mesure d'en prendre une avant le 1^{er} août et en l'absence du premier ministre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je sais que le ministre de la Défense nationale a publié un communiqué de presse à ce sujet. S'il n'a pas été publié, il va l'être d'un moment à l'autre. Le cabinet a étudié la question, et nous avons éliminé un grand nombre de possibilités. Nous avons expliqué que nous demandions un report de la date limite en raison des difficultés de l'industrie et aussi parce que les conséquences de cette décision n'avaient pas été clairement établies. En fait, la veille de la réunion du cabinet à ce sujet, la semaine dernière, nous recevions encore des instances de certaines parties. La question du patrouilleur est toujours en suspens et sera étudiée au cours des semaines et des mois à venir.

M. Nowlan: Nous aurions peut-être mieux fait de lire le communiqué de presse du ministre de la Défense nationale, mais comme il a fallu sept ans et quatre ministres pour aboutir à une décision, faut-il encore prolonger le délai au-delà du 1^{er} août pour permettre au gouvernement

[M. Laprise.]

de faire un choix entre les deux principaux entrepreneurs, Lockheed et Boeing? A-t-on décidé de limiter le choix à ces deux compagnies?

M. Trudeau: Je le répète, la veille de la réunion du cabinet la semaine dernière, nous recevions encore de nouvelles propositions du fait des difficultés de l'industrie au Canada, et il nous faudra quelque temps pour les examiner.

* * *

L'AGRICULTURE

LA PERCEPTION DE LA RETENUE SUR LE LAIT EN POUFRE
EXPORTÉ—LES INTENTIONS DU MINISTRE

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Elle fait suite à celle que je lui avait posée le 4 juillet et à d'autres questions ultérieures concernant le prix du lait écrémé en poudre. Il avait alors dit que les producteurs eux-mêmes acceptaient ce mode de perception pour les produits qu'ils exportaient. Vu les nombreuses lettres qu'il a reçues depuis qu'il a donné cette réponse, je le sais, le ministre a-t-il changé d'avis sur la perception d'une contribution supplémentaire pour les producteurs?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, c'est la même question que celle que m'a posée un autre député la semaine dernière et ma réponse est la même.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉNERGIE MARÉMOTRICE
DE LA BAIE DE FUNDY—DEMANDE DE RAPPORT SUR L'ÉTUDE
FÉDÉRALE-PROVINCIALE

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre peut-il dire à la Chambre où en sont les travaux du comité fédéral-provincial chargé d'étudier le projet d'aménagement de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy, et peut-il préciser si le comité progresse dans ses travaux, et s'il prévoit pouvoir les terminer dans le délai prévu lors de la présentation du rapport précédent? Le comité a-t-il l'intention d'établir un bureau central quelque part dans les provinces Maritimes d'ou il pourra poursuivre la tâche qu'il anticipe?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, au sujet de la dernière question, d'après le dernier rapport que m'ont remis mes fonctionnaires, on ne prévoyait pas devoir établir un bureau central, même s'il en sera sérieusement question, sans compter les nombreux autres endroits sûrement intéressants suggérés par le député. Quant au reste de la question, je vais me renseigner aujourd'hui et ferai part demain au député de l'état des travaux.